

## Lettre ouverte

Du collectif citoyen et républicain « Bienvenue en Normandie »

A MM . François DURFOUR et Claude TALEB, têtes de liste des « Verts » pour les prochaines élections régionales dans les régions de Basse et Haute Normandie

Objet : Mettre en œuvre un principe de discrimination positive pour un aménagement solidaire et durable du territoire en Normandie

Caen, le 17 décembre 2009

Messieurs,

Le collectif citoyen et républicain « Bienvenue en Normandie » mobilisé depuis 2006 pour la défense et la promotion d'un intérêt régional normand, souhaitant que la question régionale normande soit enfin prise au sérieux dans le débat public régional tant en Haute qu'en Basse Normandie, voudrait attirer votre attention sur un enjeu politique, voire géopolitique, fondamental si l'on prétend être au service du bien public dans cette région et si l'on veut réellement se donner les moyens politiques de préparer l'avenir.

Depuis plus de 40 ans, vis-à-vis de l'Etat central, sous prétexte d'aménagement du territoire et au nom des priorités de l'intérêt national, les deux régions administratives normandes subissent la géographie décidée par la technocratie d'Etat étroitement associée à ses puissances publiques ou privées : la Normandie, Haute et Basse, a donc été spécialisée dans la charge essentielle de fournir l'approvisionnement énergétique du pays et notamment de la région parisienne.

Dans ce contexte, la proximité de la Normandie avec la région capitale a joué son rôle, pour le meilleur parfois mais hélas aussi pour le pire... trop souvent !

La néo-région de Haute Normandie a été créée pour devenir dans les années 1960 l'appendice pétrochimique et industrialo-portuaire de la région parisienne : l'affaire récente d'un « Grand Paris tourné vers la mer » n'a fait que rappeler l'étroite sujétion de la « Seine Inférieure » (nom officiel de la Seine Maritime avant 1955) aux intérêts financiers et industriels des grands groupes qui ont leurs sièges sociaux dans les Hauts de Seine.

Pollution endémique des sols et de l'air, sites classés SEVESO, transports routiers et ferroviaires de matières dangereuses dans l'agglomération de Rouen : tant que les SEVESO-normands avaient du boulot, les risques étaient acceptés mais désormais, le risque du chômage s'ajoute à la liste déjà longue des risques industriels...

L'hyper-spécialisation de la région Haute-Normandie dans l'industrie des énergies semble s'accroître avec les projets d'un port méthanier à Antifer et la construction d'un second EPR à Penly...

La néo-région de Basse-Normandie a, quant à elle, reçu sans aucune véritable contrepartie la moderne brutalité électro-nucléaire installée dans la presqu'île du Nord Cotentin à la fin des années 1960 : le projet de faire de Caen et de son université, malgré la présence du GANIL, la technopole scientifique de l'ouest

français est resté une illusion. L'hyperspécialisation dans l'électro-nucléaire génère des pollutions invisibles et, jusqu'à présent, techniquement invincibles : le nom même de la « Hague » est désormais symboliquement pollué !

Aujourd'hui, alors que l'on parle à nouveau de « réunification » de la Normandie, alors que nous nous inquiétons tous sur l'avenir du climat, alors que l'on peut constater que la question écologique croise la question sociale et territoriale, et ce à toutes les échelles (les dominants vivent dans des environnements préservés, les dominés vivent dans des environnements dégradés...), il serait enfin temps de tirer le bilan plutôt catastrophique de l'aménagement et l'organisation du territoire d'une Normandie cassée en deux et finalement soumise aux seuls intérêts parisiens depuis plus de 40 ANS !

En clair : le slogan « EPR, THT, ni ici ni ailleurs » est excellent. Il le serait davantage si l'on pouvait enfin courageusement dire POURQUOI c'est ICI et non pas AILLEURS !

Et en tirer toutes les conclusions qui s'imposent...

AREVA et son usine, EDF et ses réacteurs nucléaires, EPR ou non avec ses lignes THT, mais aussi TOTAL, Exxon-Mobil, ATOCHEM et quelques autres grands groupes implantés chez nous, qu'ont-ils vraiment apportés ici ?

De l'emploi ? Oui mais à quel prix ! De l'argent... Grâce à la défunte taxe professionnelle, le département de la Manche pouvait se permettre de faire la manche auprès d'AREVA ou d'EDF et la Seine Maritime pouvait enfin se permettre de ne plus être aussi « inférieure » que cela vis-à-vis des hauts revenus des tours de la Défense...

Nicolas SARKOZY, l'ami des hauts revenus en a décidé autrement : les ploucs que nous sommes vont devoir se creuser la tête et se débrouiller autrement...

Pendant ce temps-là, l'Etat s'apprête à balancer dans le béton à prise trop rapide de deux EPR qui inquiète, à juste titre, l'agence française de sûreté nucléaire, près de 10 MILLIARDS à Flamanville (Manche) et à Penly (Seine-Maritime) alors qu'il n'y a toujours pas de trains entre Rouen et Evreux, alors que le président de région de Basse-Normandie ferraille courageusement contre la SNCF pour sauver le Paris-Granville, alors que les maires et les agriculteurs « impactés » (comme ils disent...) par la future THT réclament le respect du principe constitutionnel de précaution à un préfet qui leur refuse une étude épidémiologique indépendante de EDF RTE, alors que certains élus haut-normands, maire de Dieppe en tête, s'apprêtent à accepter pour le site de Penly, le même marché de dupes toléré à grand peine dans le Cotentin...

L'aménagement du territoire et son idéal de péréquation républicaine est bel et bien mort : place à la compétitivité des territoires et à une géopolitique des territoires qui doit être maîtrisée par un juste et fort ... rapport de force !

Mais force est de constater que face à la puissance d'action et de décision des grands groupes privés ou para-publics qui investissent en Normandie (10 milliards pour deux EPR mais aussi les dizaines de milliards prévus par les groupes pétroliers et chimiques entre Rouen et Le Havre), la Normandie pèse d'un poids politique proche de zéro !

Question : doit-on laisser ces grandes puissances manœuvrer chez nous à coup de milliards sans rien pouvoir exiger en retour ? RTE a même l'arrogance de refuser l'idée d'enfourer la THT Cotentin-Maine en contrepartie de l'acceptation de l'EPR. Moderniser toutes les liaisons ferroviaires intercités normandes et nous connecter au réseau national et européen des transports rapides (TGV et avion) équivaut au coût d'un seul EPR !

Pas d'EPR sans enfouissement de la THT ! L'enquête publique sur la ligne « Cotentin-Maine » admet enfin, dans ses conclusions, qu'il y a bien un vrai problème d'équité territoriale qui ne peut être résolu que par la mise en œuvre d'un rapport de force politique de discrimination positive en faveur des territoires qui acceptent les nuisances environnementales d'installations industrielles que d'autres territoires ont su et pu refuser et qui doivent profiter à tous...

Certains élus du Sud-Manche (le député maire d'Avranches) commencent à se mobiliser sur ce principe de « discrimination positive » territoriale pour exiger l'enfouissement de la THT.

Ils sont bien seuls et mériteraient d'être encouragés, car il faudrait aller plus loin :

Si nous avons ici une vraie classe politique régionale en Normandie, le financement de la modernisation ferroviaire normande aurait solidement été liée à la volonté de l'Etat de construire ici les deux EPR qu'AREVA souhaite pouvoir vendre ensuite à l'Etranger.

Ce serait alors vraiment faire de la politique et pas seulement n'en faire que pour en vivre...

Ce serait faire preuve de « Normanditude » c'est-à-dire, oser prendre la Normandie au sérieux pour que les ploucs que nous sommes soient enfin respectés !

Amitiés normandes à tous,

Philippe CLERIS

Co-animateur du collectif citoyen et républicain « Bienvenue en Normandie »